

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 18417**

### Intitulé

MASTER : MASTER Master recherche et professionnel Sciences de la Mer et du Littoral mention Economie Appliquée: Agriculture, Mer, Environnement

| AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION  | QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION  |
|---|---|
| Ministère chargé de l'enseignement supérieur, Ministère chargé de l'agriculture, Université de Bretagne Occidentale - Brest | Le Directeur d'Agrocampus de Rennes, Président de l'université de Bretagne Occidentale - Brest, Recteur de l'académie, Directeur régional de l'agriculture et de la forêt |

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1967)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

122 Economie, 213 Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche, 210 Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Les titulaires de ce diplôme sont des professionnels qui peuvent être chargés de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques relatives à l'agriculture, l'environnement, aux ressources marines ou au développement rural et littoral.

Ils peuvent participer activement à l'accompagnement des collectivités territoriales et des entreprises dans un contexte de prise en compte croissante de l'environnement dans la conduite des activités économiques, notamment dans le cadre des directives européennes relatives aux ressources naturelles et à l'environnement (Directive Cadre sur l'Eau, Natura 2000, Directive Habitats et Oiseaux...) ou de la mise en place de véritables stratégies en matière de gestion intégrée des zones côtières (par exemple à travers les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux - SAGE).

Ils peuvent également mener des activités de recherche dans des organismes publics (universités, instituts des pêches et de l'agriculture) ou privés (chambres consulaires, ONG, cabinets d'étude).

Afin d'assurer l'ensemble de ces activités le diplômé doit mobiliser les compétences ou capacités dans les domaines suivants :

- **Dans le domaine de l'analyse économique des politiques publiques, il sait évaluer les conséquences des politiques et de leurs réformes sur les professionnels d'un secteur. Il est notamment capable de mesurer les conséquences économiques d'une modification de l'état du milieu (pollutions, espèces invasives, ...) sur le bien-être des acteurs privés et publics, et également évaluer les actifs non-marchands ou les politiques publiques affectant la gestion d'un territoire terrestre ou maritime.**

- **Dans le domaine de l'analyse économique des projets de développement, il sait conduire une analyse des marchés européens et internationaux (notamment dans le secteur des produits agricoles, des produits de la mer, de l'environnement), mener une analyse de projets ou développement des travaux de prospectives. Il sait préparer les dossiers et défendre ces projets auprès des administrations qui gèrent ces politiques (syndicats agricoles, maritimes ou sectoriels français ou étrangers, lobbies, ONG dans les pays du Sud...). De manière générale, il est capable de mobiliser les outils de traitements quantitatifs et d'analyse appropriés : statistique et économétrie (initiation aux logiciels tels que SPSS, SAS...), analyse des données, modélisation bioéconomique.**

- **Dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur, il sait analyser, accompagner ou participer à la mise en place de projets d'aménagement des pêcheries (régulation de l'accès sous formes diverses, y compris dans le cadre des aires marines protégées), de programmes de gestion intégrée des zones côtières, de programme de développement régional en zone rurale. Il participe au développement des connaissances relatives au fonctionnement des secteurs agricole et halieutique (pêche, aquaculture) et des politiques associées.**

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Ce professionnel peut exercer au sein d'organisations professionnelles, de lobbys ou ONG internationaux, d'établissements bancaires, d'assurances, d'industries ou de négoce. Il peut également exercer dans des administrations ou des organisations publiques ou parapubliques nationales en France ou à l'Étranger (ministères, services déconcentrés, offices sectoriels parapublics, fonction publique territoriale) ou internationales. Concernant le domaine de la recherche, il peut travailler dans des organisations internationales de développement (FAO, Nations Unies, Banque mondiale, OCDE...), des organismes de recherche (INRA, CIRAD, IFREMER...). Enfin, dans le domaine du consulting il peut travailler pour des organismes privés ou publics.

Ce professionnel peut exercer les métiers suivants :

- Chargé d'études économiques
- Chargé d'études environnement
- Attaché territorial et Attaché administratif des services déconcentrés, des ministères (après concours)
- Chercheur
- Enseignant-chercheur (après concours)
- Consultant

### Codes des fiches ROME les plus proches :

A1303 : Ingénierie en agriculture et environnement naturel

K2401 : Recherche en sciences de l'homme et de la société

M1403 : Études et perspectives socio-économiques

K2108 : Enseignement supérieur

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composants de la certification :

Dans le cadre d'une formation se déroulant sur 4 semestres, la certification s'obtient après une évaluation sur les unités d'enseignements suivantes :

Semestre 7 : (4 UE/30 ECTS)

- UE1 : Enjeux économiques de la gestion du vivant : Enjeux et problématiques des sciences de la mer et du littoral, Economie des interfaces, Systèmes et structures de productions agricoles, politiques structurelles et filière européenne des produits de la mer
- UE2 : Economie et gestion des ressources naturelles et de l'environnement : Economie de l'agriculture ou Economie générale, Economie de l'environnement, Economie des ressources renouvelables
- UE3 : Techniques quantitatives et ingénierie d'enquête : Statistique générale, Modèle linéaire et analyse de données, Ingénierie des enquêtes et sondages
- UE4 : Outils professionnels 1 : Langue vivante étrangère, Méthodologie de recherche, Gestion de l'entreprise, Système de gestion de bases de données, Techniques de communication

Semestre 8 : (4 UE/30 ECTS)

- UE5 : Ingénierie du développement économique : Economie du développement durable, Analyse de projet, 1 ou plusieurs EC à choisir parmi : Droit et organisation des pêches, Droit rural et de l'environnement, Géographie de l'espace rural, Collectivité publique locale et gestion de l'espace rural, Politique économique, Politique agricole et alimentaire, Agronomie et développement, Notions relatives aux risques agro-environnementaux et sanitaires
- UE6 : Economie de filière : choix de plusieurs EC parmi : Gestion de l'exploitation agricole, Filières et secteur de l'aquaculture, Filières animales en Europe, Industrie de l'alimentation animale, Technologie des produits halieutiques, Economie industrielle, Stratégie et organisation des entreprises, Finances et ressources humaines, Environnement et entreprises, Marketing et gestion de la production, Connexions marketing et logistique, Economie internationale et marchés agricoles
- UE7 : Connaissance et modélisation du vivant : choix de plusieurs EC parmi : Modélisation appliquée à l'écologie des populations, Dynamique des populations et des stocks halieutiques, Interrelation terre-mer, Milieux et productions aquatiques, Océanologie et limnologie, Méthodes de diagnostic technique en agronomie, Photo-interprétation et traitement d'images aériennes, Agriculture biologique, Diagnostic environnemental, Sols et environnement
- UE8 : Outils professionnels 2 : Projet tutoré, Langue vivante 1, 2 EC au choix parmi : Analyse de données multidimensionnelles et text-mining, Algorithmique et programmation, Initiation à la réflexion économique, Introduction à la réflexion et à l'argumentation éthique, Langue vivante 2

Semestre 9 : (5 UE/30 ECTS)

- UE9 : Microéconomie et modélisation : Microéconomie, Economie du risque et de l'information, Econométrie et techniques quantitatives, Recherche opérationnelle, Econométrie approfondie, Modélisation économique ou bioéconomique appliquées
- UE10 : Analyse et enjeux des politiques : Macroéconomie du développement, Politique publique de l'alimentation, Economie industrielle, Ethique économique et sociale, Economie de la production et de la consommation
- UE11 : Enjeux internationaux de l'agriculture, la pêche et l'alimentation : Echanges internationaux et politique agricole commune, Economie du développement, Etudes et recherches en marketing, Marchés à terme et gestion du risque, Environnement et enjeux économiques internationaux du secteur des pêches
- UE12 : Environnement et ressources : Economie et décision publique, Politique agro-environnementale, Economie des ressources naturelles, Economie géographique, régionale et spatiale, Gestion intégrée des zones côtières, Aménagement des pêcheries- Approfondissement et mise en place de nouveaux outils
- UE13 : Outils professionnels : Projet d'ingénierie, Conférences et séminaires, Voyage d'études à Bruxelles, Langue vivante 1

Semestre 10 : (1 UE/30 ECTS)

UE14 : Stage de 6 mois en France ou à l'étranger

**Validité des composants acquises : illimitée**

| CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION                      | QUINON | COMPOSITION DES JURYS   |
|--|--------|---|
| Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant | X      | Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur) |
| En contrat d'apprentissage                                       | X      |   |
| Après un parcours de formation continue                          | X      | Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur) |

|   |   |   |
|---|---|---|
| En contrat de professionnalisation          | X | Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur) |
| Par candidature individuelle                | X | Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur) |
| Par expérience dispositif VAE prévu en 2002 | X | Enseignants, Enseignants-chercheurs et professionnels   |

|                                   | OUI | NON |
|-----------------------------------|-----|-----|
| Accessible en Nouvelle Calédonie  |     | X   |
| Accessible en Polynésie Française |     | X   |

| LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS                           | ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX |
|--|-------------------------------------|
| Autres certifications :<br>Ministère Chargé de l'Agriculture |                                     |

### Base légale

#### Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 (J.O. du 27 avril 2002) relatif au diplôme national de master

#### Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté d'habilitation 200812286 du 6 mars 2012 relatif aux habilitations de l'Université de Brest à délivrer les diplômes nationaux

#### Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret no 2002-590 du 24 avril 2002 relatif à, la validation des acquis et de l'expérience par les établissements d'enseignement supérieur

#### Références autres :

### Pour plus d'informations

#### Statistiques :

<http://www.univ-brest/cap-avenir.fr>

#### Autres sources d'information :

[www.univ-brest.fr](http://www.univ-brest.fr)

<http://www.univ-brest.fr>

#### Lieu(x) de certification :

Université de Bretagne Occidentale - Brest

#### Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Brest

#### Historique de la certification :

La formation de Master Sciences de la Mer et du Littoral, Mention Economie Appliquée : Agriculture, Mer, Environnement, Spécialité Agriculture, Mer, Environnement (AME) est la nouvelle dénomination du Master Sciences de la Mer et du Littoral, Mention Droit et Economie, Spécialité Politique des Ressources de l'Agriculture, de la Mer et de l'Environnement (PRAME) qui a été habilité en 2008 et qui fait l'objet d'une co-habilitation UBO - Agrocampus Ouest.